

La Grèce, l'Europe et le début de la grande glissade

Le Figaro, 22/02/2010

«En fait, rien n'a changé.» Le refrain est depuis quelque temps le préféré des médias, avec parfois un vague relent populiste.

L'affaire de la Grèce donne raison à cette assertion, au-delà de toute espérance. Pour le coup, oui, tout est réuni, comme il y a un an et demi.

La même dette folle à l'échelle planétaire, créée par les mêmes politiques de taux d'intérêt à zéro pour sauver le principe d'une croissance sacrée autant que mortifère. Les robinets sont à nouveau grand ouverts, résonnant des mêmes appels au meurtre économique des dirigeants politiques ; «dépensons, dépensons, après nous le déluge, tu as vu, mon bel électeur, nous l'avons vaincue, cette terrible récession! »

A une différence près, infime: cette fois, les débiteurs insolubles ne sont plus les acteurs privés, mais les Etats, tous autant qu'ils sont, chargés de leurs propres déficits et, léger détail sans importance, de toutes les dettes pourries du système financier.

Au moins, cette fois, il n'y aura plus de recours quand la spirale infernale va reprendre. L'embarquée sera irrécupérable, toutes les cartouches auront bel et bien été gâchées les unes après les autres.

Et comme l'année passée, toujours la même irresponsabilité des populations, du côté d'Athènes, comme demain à Paris ou à Madrid; celle que personne n'ose dénoncer quand elle s'exprime de la sorte: « Nous ne sommes pas responsables de cette folie; nous ne voulons pas payer pour eux. »

Eux, les banquiers, faciles boucs émissaires. Avouons-le, ces derniers sont tout de même impayables de courte vue, ne songeant nullement à se désolidariser de Goldman Sachs et autre tlingueur il la petite semaine. Il faut quand même le faire: début 2000, construire de savants véhicules de camouflages de la dette souveraine d'Athènes; puis, en 2010, la refinancer au prix le plus fort; et cerise sur le gâteau, spéculer à fond sur le risque de défaut de l'impécunieux ... La plus belle des banques d'affaires est à nouveau aux premières loges pour se délecter du naufrage.

Il n'empêche: à un moment donné, il faudra bien dessiller les bons pères de famille, vous et nous, braves gens d'Occident; nous expliquer qu'il y a quelque chose de pourri dans notre consommation effrénée, dans nos primes à la casse pour relancer le secteur automobile, dans nos grands équipements financés par de belles largesses publiques, dans nos défenses du pouvoir d'achat et du droit aux sports d'hiver. Il faudra employer quelques mots, un peu violents. Parce que, comme pour les banques en 2008, nous ne sommes qu'au début. La Grèce, troisième coup de tocsin après l'Islande et Dubaï, ouvre l'ère des catastrophes. Si l'on devait faire un parallèle, nous en serions à la faillite de Bear Stearn. L'Espagne sera Lehman Brothers.

En clair, le système international peut faire face à la défaillance d'un petit acteur, ou d'un moyen petit; mais pas d'un moyen gros.

Ce ne sera plus la même chanson, là nous l'aurons notre effet domino. Qui pourra l'empêcher? Les États- Unis, perclus d'une dette ahurissante?

La Chine, empêtrée dans son obligation de créer au plus vite un semblant de demande intérieure? La France? On ne rit pas ... Et si d'aventure l'Allemagne se découvrait vocation de pénitent pour tous les péchés du monde, il est fort à parier que la rue, outre-Rhin, se réveillerait à son tour. « *Bitte schön, pour qui devons-nous payer à présent?* »

Trêve d'illusion. La moralisation du capitalisme, la lutte contre les bonus et autres fariboles ne remplaceront jamais la vraie réforme de fond, celle de la consommation des pays les plus riches, vivant bien au-dessus de leurs moyens. La vérité est qu'il faudra bien se résoudre un jour ou l'autre à la douloureuse destruction massive de dettes; « *deleveradging* » comme on dit en langage barbare, en finance anglo-saxonne. Pas un désendettement homéopatique et circonstancié; un vrai, un lourd, signifiant une terrible contraction de toutes les finances publiques, de la consommation, des retraites, des allocations, des salaires; liste non exhaustive.

Tant que nous ne passerons pas au guichet, l'ouragan continuera de tourner, virant, s'amplifiant, plus sauvage, plus destructeur. Pire: la situation deviendra de plus en plus incontrôlable.

Quand il était encore temps, la gestion du cataclysme permettait d'en atténuer les effets sur les plus faibles, les plus fragiles; les peuples comme les individus. De ce point de vue, il est déjà trop tard.

À force d'aveuglement, il force de ménager chèvre et chou, l'économie mondiale pourrait s'enfoncer dans un abîme bien plus grave que celui entrevu depuis deux ans. Il reste un peu de temps pour réagir. Mais plus beaucoup.

Philippe DESSERTINE

Professeur à l'université de Nanterre et directeur de l'Institut de haute finance à Paris, l'auteur met en garde contre la spirale de l'endettement public des pays occidentaux.